

# FACE AU COVID-19 : UNE DÉMOCRATIE PROACTIVE EN CORÉE DU SUD

Par Philippe Li

*Avocat, président honoraire de la Chambre de commerce et d'industrie franco-coréenne*



Si la stratégie sud-coréenne adoptée dans la lutte contre le coronavirus fait aujourd'hui figure de modèle, certains ont pu dans le même temps présenter la Corée du Sud comme un pays liberticide où les habitants auraient abdiqué certaines libertés individuelles en consentant au traçage (*tracking*) de la population. Mais c'est en fait méconnaître le fait que les lois coréennes relatives à la protection des données ne sont pas moins strictes que le Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen.

Les textes qui permettent le traçage en Corée ont été adoptés par l'Assemblée nationale suite à la crise émanant d'un autre virus, le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (Mers-Cov), en 2015. De nombreuses voix s'étaient alors exprimées pour réclamer le traçage. Des travaux publics en commission parlementaire avaient également été diligentés. Par ailleurs, les lois prévoient des garanties pour les administrés (anonymat des données, obligation pour les administrations de les détruire après utilisation, sanctions pénales pour les fonctionnaires qui rendraient publiques des données privées...).

En réussissant à organiser des élections législatives le 15 avril dernier, avec un taux de participation record de 66,2 % malgré la pandémie, c'est comme si la Corée du Sud avait voulu démontrer qu'elle était une démocratie active et diligente, même si aucun message d'autosatisfaction venant de Séoul n'a été entendu. Ces élections ont consacré une très large victoire du Parti démocratique de Corée, le parti du président Moon, qui détient à présent la majorité absolue

à l'Assemblée nationale. Personne n'aurait pu prévoir une telle victoire pour le camp Moon il y a encore deux mois. Le gouvernement était alors très critiqué pour sa politique économique et un scandale retentissant avait même abouti à la démission du ministre de la Justice après des mois de controverse et de manifestations à répétition qui avaient rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Ces cortèges avaient rappelé la « révolution des bougies » en 2015, lorsque des millions de personnes avaient manifesté, aboutissant à la destitution de la présidente Park Geun-hye. Depuis, le coronavirus est passé par là et il a tout bouleversé. Avec un peu de plus de 12 000 cas et environ 270 morts, la Corée du Sud, qui semblait appelé à être le pays le plus affecté en raison de sa proximité et de ses liens avec la Chine, s'est révélé comme étant l'un des plus efficaces dans le traitement de la pandémie.

Les élections se sont également tenues à un moment où, avec seulement une vingtaine de nouveaux cas par jour, l'épidémie semblait relativement maîtrisée, bien que les pouvoirs publics aient alors refusé de crier victoire en continuant à prôner prudence et vigilance. Tout a été mis en œuvre pour garantir la sécurité des électeurs en répliquant les gestes de précaution quotidiens mais en les rendant encore plus draconiens. Prises de température à l'entrée des bureaux de vote, port obligatoire de gants et de masques et respect de la distance sociale étaient de rigueur. Les pouvoirs publics sont même allés jusqu'à autoriser le vote de plus de 13 000 personnes mises en quarantaine (non souffrantes) en observant un protocole très strict.

À l'instar d'autres pays asiatiques, la Corée du Sud ne s'est en fait jamais complètement confinée. Les gens se sont habitués à vivre avec le Covid-19. Les administrations, les entreprises et les commerces ont continué à fonctionner mais l'objectif constant était de flexibiliser les horaires et l'espace, dans un pays où la densité humaine est cinq fois supérieure à celle de la France. Le port du masque s'est imposé comme une seconde peau, y compris dans les transports en commun. Les gestes de précaution sont devenus des réflexes et, dans la vie de tous les jours, chacun a appris à construire un sas invisible autour de soi.

Même si la Corée du Sud a pu tirer parti des acquis tirés d'épidémies récentes, rien n'y est écrit ni gagné d'avance. Le pays a tâtonné, comme tous les autres, sur des questions aussi cruciales que le degré d'ouverture des frontières ou le choix des personnes devant être soumises aux tests avant de trouver la bonne formule.